

# COMBAT SYNDICALISTE

CNT-AIT

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
Section de l'Association Internationale des Travailleurs





CNT-AIT

### **Association Internationale des Travailleurs**

AIT, NSF boks 1977  
Vika, n-0121 oslo, Norvège

### **Confédération Nationale du Travail**

Pour tout contact  
sur le plan national  
s'adresser à :  
CNT-AIT (bureau confédéral)  
34 Espace Mendès-France  
36000 Châteauroux

### **Adresse du site web de la confédération**

<http://www.cnt-ait-fr.org>  
Vous y trouverez les liens  
confédéraux et internationaux  
de notre organisation.

CPPAP 1 856 D 73  
Directeur : Michel Maza  
Imprimerie spéciale CNT-AIT

Réalisation des pages confédérales :  
CNT-AIT BP 51142  
34008 Montpellier cedex 1

### **Abonnements**

1 an (6 n<sup>os</sup>) : 7,5 €  
soutien : 15 €  
Chèques à l'ordre de CNT-AIT  
voir pages régionales

### **Unions Régionales**

Les UR sont l'expression  
de la CNT-AIT.  
Elles regroupent les divers syndicats  
d'une zone géographique.  
Pour tout contact dans une région,  
s'adresser au secrétariat de l'UR.

**Q**UAND IL RUE dans les brancards dans sa banlieue pourrie, le prolo est réprimé par une justice expéditive ; chômeur, il est accusé par l'État de profiter des aides sociales ; au boulot, il est exploité par son patron, trahi par des syndicats uniquement intéressés par le pouvoir politique et le clientélisme, durement réprimé par la flicaille.

Isolé des autres, ne pouvant plus revendiquer sa condition d'exploité comme une valeur positive, écrasé par les attaques victorieuses de la classe dominante, métamorphosé en citoyen responsable de la bonne marche des choses, stimulé par une propagande publicitaire constante, l'exploité se voit offrir une nouvelle identité, non plus de classe, mais de culture.

Même si elle est niée de nos jours, la lutte de classes sociales, aux intérêts diamétralement opposés, existe toujours : face à nous travailleurs (salariés, chômeurs, étudiants, retraités), l'État, les patrons et les syndicats réformistes sont unis.

L'organisation de la résistance par la solidarité et l'entraide sont nos meilleurs moyens de lutte, pour construire une société plus juste !

**UR Centre** : CNT-AIT - 34, Espace Pierre Mendès-France - 36000 Châteauroux,  
**UR Midi-Pyrénées** : CNT-AIT - BP 158 - 82001 Montauban cedex, **UR Paris et Nord** : CNT-AIT - BP 352 - 75526 Paris cedex 11, **UR Aquitaine** : CNT-AIT - 8, place Louis Barthou - 33000 Bordeaux, **UR Méditerranée** : CNT-AIT - Vieille Bourse du Travail - 13, rue de l'Académie - 13001 Marseille, **UR Normandie-Bretagne** : CNT-AIT - BP 2010 - 14019 Caen cedex 6, **En Rhône-Alpes** : CNT-AIT / SII - BP 223 - 38405 Saint-Martin-d'Hères cedex.

# Chômage : refusons que les victimes deviennent boucs émissaires



## Chômage et précarité : un fléau social

4,2 millions de sans-emploi (et oui ! <sup>1</sup>) + 1,2 million de personnes contraintes au sous-emploi + 3 millions de travailleurs précaires (13 % des actifs <sup>2</sup>)... La situation de l'emploi est catastrophique dans notre pays. Le risque de perdre son emploi dans l'année a augmenté de 30 % au cours des 20 dernières années <sup>3</sup>. 75 % des créations d'emploi sont des postes précaires. 40 % des demandeurs d'emploi ne perçoivent aucune indemnité car ils sont à la recherche d'un premier boulot. Ajoutons que 6 millions de personnes dépendent des minima sociaux (3,4 millions d'allocataires et leur famille) <sup>4</sup>.

Les salariés sont exploités ou virés pour enrichir les actionnaires et les patrons. Quand HP jette à la rue des centaines d'employés français, ils ne touchent pas 18 millions d'euros comme l'ex-PDG Carly Fiorina, virée en février 2005 <sup>5</sup>.

Face à une situation dramatique résultant des mécanismes du capitalisme, État et Patronat enfoncent les chômeurs en les accusant de profiter des aides sociales. C'est si agréable de devoir renoncer à se chauffer en plein hiver ! <sup>6</sup>

## Changer le système ou accabler ses victimes

Ainsi, un décret du 2 août a instauré, outre la suppression de l'allocation, des réductions graduées plus faciles à appliquer pour multiplier les sanctions. En même temps qu'on met la pression sur les chômeurs, on multiplie les contrats précaires (CI-RMA, Contrat Nouvelle Embauche). L'État cherche à maquiller les chiffres du chômage tout en livrant aux patrons une main-d'œuvre jetable.

Un chômeur n'a pas le droit de refuser une formation, un emploi, un contrat d'insertion, un stage (la grève des stagiaires de novembre a pourtant mis en lumière leurs conditions d'exploitation) ou encore un entretien à l'ANPE. Pourtant, celle-ci offre parfois des emplois complètement incongrus. À Orléans, une femme de 58 ans, dont les problèmes de vision ne lui permettent pas de conduire, s'est vue proposer un CDD pour faire des travaux sur les voies publiques ou un boulot à 1 h 30 de chez elle <sup>7</sup>. Le demandeur d'emploi devra apporter la preuve de sa recherche « sérieuse » de travail, mais le caractère valable de l'offre d'emploi reste particulièrement flou. Le but de la manœuvre est de forcer les chômeurs à accepter n'importe quel emploi quels que soient leur qualification ou l'éloignement. La circulaire du 19 septembre oblige les chômeurs à la recherche d'un emploi depuis 6 mois à accepter une « réorientation s'il apparaît que celle-ci est nécessaire compte tenu des caractéristiques du bassin d'emploi ».

Histoire d'accroître la pression et de favoriser les radiations, les convocations seront plus nombreuses, surtout dans les secteurs où les patrons cherchent de la main-d'œuvre : tous les 15 jours dans la restauration et le bâtiment, tous les mois à partir du 4<sup>e</sup> dans les autres secteurs <sup>8</sup>. La moitié des sorties des fichiers de l'ANPE sont dues aux radiations ou absences au contrôle qui ont augmenté de 15 % en un an <sup>9</sup>.

À Noël, l'État a encore gâté les chômeurs : un décret du 24 décembre permet d'accéder à leurs fichiers fiscaux pour contrôler leurs revenus. On cherche encore à faire passer les chômeurs pour

(suite page 4)

- 1 - Données détaillées Unistatis, y compris ceux âgés de 57 ans dispensés de recherche d'emploi. <http://www.assedic.fr>
- 2 - INSEE, *Enquête sur l'emploi 2004*, n° 1019, mars 2005.
- 3 - « La crise sociale française », *Le Monde*, 22 novembre 2005.
- 4 - Drees, *Études et résultats* n° 447, novembre 2005.
- 5 - « Wall street : patrons virés, patrons comblés » *Le Nouvel Observateur*, 15-21 décembre 2005.
- 6 - Reportage du Journal télévisé de 20 heures de France 2 du 10 décembre 2005, montrant des familles du Nord de la France contraintes de renoncer à se chauffer faute d'argent.
- 7 - « Raymonde et les étranges offres de l'ANPE d'Orléans », *Libération*, 24 décembre 2005.
- 8 - « Le gouvernement resserre l'étoupe sur les chômeurs », *L'Humanité*, 2 janvier 2006.
- 9 - « La baisse du chômage suscite des réactions mitigées », *Lemonde.fr*, 30 décembre 2005.



(suite de la page 3)

## Chômage: refusons que les victimes deviennent boucs émissaires (suite)

« Les capitaux - 10 rapatriés pourraient bénéficier d'une amnistie... », *Le Monde*, 29 août 2004.

« Chômeurs : - 11 qui a droit à quoi ? », *AFP*, 9 novembre 2005.

Drees, - 12 *Études et résultats* n° 357, décembre 2004.

« Les principaux - 13 points de l'accord », *Le Monde*, 23 décembre 2005.

« Derrière le décor », - 14 *Alternatives économiques* n° 240, octobre 2005, page 63.

« Les chômeurs - 15 français mal traités », *Alternatives économiques* n° 242, décembre 2005.

« 220 000 CNE - 16 annoncés », *Libération*, 30 décembre 2005.

« Résultats d'octobre - 17 2005 » (Unistatis), <http://www.assedic.fr>

des escrocs. Une provocation révoltante pour un gouvernement qui a hésité à amnistier l'évasion fiscale<sup>10</sup>. La moitié des chômeurs touchent moins de 850 euros et 5 % moins de 390 euros<sup>11</sup>; difficile alors de vivre sans chercher à arrondir les fins de mois. 74 % des Français estiment d'ailleurs qu'on doit disposer d'au moins 900 euros par mois<sup>12</sup>. Frauder serait finalement nécessaire et légitime !

### Faire payer les patrons ou les chômeurs

Accuser les chômeurs d'être des parasites permet aussi au MEDEF de réclamer des restrictions quant à leur indemnisation. Le patronat met en évidence le déficit cumulé de l'UNEDIC (13,6 milliards d'euros), comme si un système d'indemnisation devait être rentable, et oublie de préciser que, selon les prévisions, l'UNEDIC redeviendrait bénéficiaire dès 2007. Les syndicats voulaient taxer les entreprises qui abusent des contrats précaires ; une proposition qui pouvait cependant ressembler à l'achat d'un droit d'exploiter les salariés.

Finalement, les cotisations seront augmentées de 0,04 % pour tous : les salariés trinquent donc autant que les employeurs qui sont les véritables responsables du déficit.

La refonte des filières pénalisera, selon l'UNEDIC, 183 400 chômeurs et profitera à 18 200 autres. La suppression de la filière D (42 mois) fait basculer 48 000 chômeurs âgés vers la C (36 mois)<sup>13</sup>. La création d'une filière A + (12 mois d'indemnisation pour 12 mois travaillés au cours des 20 derniers) réduit l'indemnisation de 100 000 personnes qui auraient relevé de la B (23 mois pour 14 travaillés au cours des 24 derniers, contre 16 sur 26 pour la nouvelle filière B). Au total, près de 474 millions d'euros d'économie sur le dos des chômeurs ! Cette réforme permettra aussi en 2008 d'exclure du système d'indemnisation près de 29 000 chômeurs.

Le MEDEF a déjà fait payer aux intermittents une réforme de leur système d'indemnisation évitant de sanctionner les entreprises qui abusent de celui-ci. Résultat : 31 % des intermittents n'ont pas eu droit à une indemnité en 2004, contre 24 % en 2003.<sup>14</sup>

La France est pourtant très mal placée quant aux dépenses consacrées aux chômeurs (indemni-

sation et accompagnement), même si nous avons le plafond d'allocation le plus élevé (5 126 euros). Parmi les statistiques concernant l'Europe des 15, elle figure en queue de peloton : seuls 4 pays font pire. Rapporté à la richesse du pays et au taux de chômage, notre pays devrait multiplier par 2,6 ses dépenses pour arriver au niveau des Danois<sup>15</sup>. Il n'y a donc aucune justification au matraquage des droits des demandeurs d'emploi.

### Tous précaires, tous exploités !

Si le gouvernement vante le fameux modèle de « flexisécurité » du Danemark, il oublie que dans ce pays les chômeurs sont bien mieux indemnisés. On nous concocte simplement un futur modèle français de précarité généralisée et de travail obligatoire où tout le monde sera contraint de trimer dans des conditions désastreuses et sans savoir ce que lui réserve l'avenir.

Les agressions contre les chômeurs sont ainsi accompagnées d'une politique de précarisation des emplois : essor des contrats aidés temporaires (d'avenir, d'accompagnement vers l'emploi, CI-RMA), des CNE offrant aux patrons la possibilité de licencier dans un délai de 2 ans (ils représentent déjà 11 % des créations d'emploi dans les entreprises de moins de 20 salariés<sup>16</sup>) ou encore de l'intérim (avec + 4,4 % en septembre et + 2,7 % en octobre, on arrive à 652 000 intérimaires<sup>17</sup>).

Le dumping social arrive aussi en France avec le lancement d'un site d'enchères salariales inversées (jobdealer.net). Citons par exemple une offre d'emploi pour un ingénieur en informatique : 1<sup>re</sup> annonce à 3 000 euros mensuels, on tombe à 2 000 euros à la 4<sup>e</sup>. Une société recherche un commercial et propose 24 000 euros par an : 1<sup>re</sup> réponse à 2 000 euros mensuels, une 2<sup>e</sup> sous-enchère à 22 000 euros annuels (1 833 euros mensuels).

L'avenir qui nous attend est un incessant ballet entre le statut de salarié précaire exploité et celui de chômeur harcelé.

Organisons la résistance contre la réduction des droits des travailleurs en créant des comités de lutte unissant salariés, précaires, intermittents, stagiaires et chômeurs. Unis, reprenons le fruit de notre labeur.

*Syndicat intercorporatif de Châteauroux*

# Il n'y a pas de fumée sans feu



*C'était bien une insurrection d'exclus !*

*Au terme des incidents qui ont secoué les « banlieues » depuis le 28 octobre, plus de 3 000 personnes ont été placées en garde à vue, 422 majeurs condamnés à de la prison ferme et 577 mineurs présentés devant les tribunaux dont 120 ont été incarcérés. La grande majorité des condamnés sont des jeunes sans antécédent judiciaire : c'est le cas de 62 des 77 prévenus présentés au tribunal de Créteil, 22 des 41 de celui de Nanterre ou de 52 des 89 mineurs déferés à Bobigny<sup>1</sup>. La réalité des faits dément les propos de Sarkozy qui affirmait que 75 à 80 % des émeutiers étaient déjà connus des forces de police.*

**C**E NE SONT PAS non plus uniquement des jeunes arabes, noirs ou immigrés, issus de familles polygames, mais bien souvent des blancs, comme l'atteste l'exemple du Nord-Pas-de-Calais<sup>2</sup>.

Au-delà des mensonges politiques, il apparaît qu'on ne peut réduire ces 3 semaines d'émeutes à des actes de délinquance. Le problème est plus complexe et plus grave que cela : tous les émeutiers ont en commun d'appartenir à des familles défavorisées parquées dans des ghettos. C'est la conclusion même d'un rapport des Renseignements Généraux daté du 23 novembre<sup>3</sup> selon lequel une crise classique de « guérilla » consécutive à la mort de jeunes s'est transformée en « révolte populaire des cités, sans leader et sans proposition de programme » dont les auteurs avaient en commun une « condition sociale d'exclus de la société française ».

Si la violence des incidents a pu surprendre, les difficultés des quartiers qui en ont été le théâtre sont pourtant bien connues avec une concentration de populations souffrant de discriminations et d'exclusion (chômeurs, immigrés, familles pauvres...). Plusieurs rapports publiés depuis un an apparaissent a posteriori comme des augures.

## Panne d'intégration et discrimination à l'embauche : un racisme quotidien

En novembre 2004, la Cour des Comptes critiquait féroce­ment les déficiences de l'intégration des familles immigrées dans notre société, décrivant une « situation de crise » qui est « le résultat de la manière dont l'immigration a été traitée ». Le rapport souligne les problèmes liés au chômage et à la misère qui ont frappé ces populations, entraînant une ségrégation urbaine et leur

concentration dans les zones les plus défavorisées<sup>4</sup>.

Ce triste tableau confirme le rapport de l'INSEE sur la situation des immigrés sur le marché du travail<sup>5</sup> : confinés dans des emplois peu qualifiés (40 % des immigrés contre 26 % pour la moyenne nationale), précaires (surreprésentés dans les emplois temporaires : CDD, intérim ; ou à temps partiel) et mal payés (le salaire moyen d'un immigré travaillant à temps complet est inférieur de 10 % à celui de la moyenne de l'ensemble des salariés masculins). Ils sont plus exposés au risque du chômage : les immigrés représentent 8 % de la population active, mais 14 % des demandeurs d'emploi.

Des testings menés par l'Observatoire des discriminations en mai 2004 et en février-mars 2005 révèlent qu'un candidat à l'embauche d'origine maghrébine a 6 fois moins de chance d'être retenu pour un entretien avec un CV équivalent<sup>6</sup>.

L'origine ethnique et le quartier d'où l'on vient peuvent engendrer des discriminations à l'embauche. Ainsi, les entreprises évincent souvent les demandeurs d'emploi issus des banlieues affublés de stéréotypes négatifs qui frisent la xénophobie<sup>7</sup>. Les jeunes sont conscients de cette situation injuste qui attise d'autant plus les frustrations liées au chômage. Certains ont d'ailleurs expliqué que si des entreprises ont été visées par des émeutiers, c'est parce qu'elles sont accusées de se faire de l'argent en bénéficiant d'exonérations fiscales pendant 5 ans (charges sociales, impôts sur les bénéfiques, taxe professionnelle...) alors qu'elles n'embauchent pas de jeunes du quartier. En théorie, les entreprises qui s'implantent en Zones Franches Urbaines sont tenues de recruter un tiers de leurs salariés dans le

*(suite page 6)*

1 - « La majorité des mineurs présentés aux juges étaient inconnus des tribunaux », *Le Monde*, 26/11/2005. Voir aussi « Le profil des émeutiers décryptés », *NouvelObs.com*, 18/11/2005. Selon *Le Parisien* du 23/11/2005, 60 % des mineurs condamnés étaient inconnus des services de police.

2 - « Dans le Nord, au tribunal, des émeutiers loin des clichés » et « Pas méchant, mais influençable », *Libération*, 18/11/2005.

3 - « Le rapport explosif des Renseignements généraux », *Le Parisien/Aujourd'hui en France*, mercredi 7/12/2005.

4 - « La Cour des comptes fustige 30 ans de politiques d'immigration », *Le Monde*, 24/11/2004.

5 - L'emploi des immigrés en 1999, *INSEE* n° 717, mai 2000.

6 - Observatoire des discriminations, « Discriminations à l'embauche : de l'envoi du CV à l'entretien », avril 2005, p. 9.

7 - « Les entreprises souvent réticentes à embaucher des jeunes issus des cités », *Les Échos*, 7/11/2005.



(suite de la page 5)

Rapport 2005 - 8  
de l'Observatoire  
des ZUS.  
(<http://www.ville.gouv.fr/infos/dossiers/observatoire-des-zus.html>)

« Zones urbaines - 9  
sensibles :  
un enjeu territorial  
de la cohésion  
nationale »,  
septembre 2004.  
Voir site  
cité ci-dessus.

« La France construit - 10  
beaucoup,  
mais peu  
dans le social »,  
*Le Monde*,  
25/11/2005  
et  
« Pas de relance  
pour le  
logement social »,  
*Alternatives  
économiques*  
n° 240,  
octobre 2005.

« Logement social : - 11  
villes affrontent  
hors-la-loi »,  
*Libération*,  
30/08/2005.

« La solidarité - 12  
urbaine sapée  
par ses cancrs »  
et « 140 communes  
restent de marbre  
face à la loi SRU »,  
*Libération*,  
21/11/2005.

« Loi SRU : - 13  
controversée et  
pas toujours  
appliquée »,  
*AFP*, 15/11/2005.

« Quand les préfets - 14  
franciliens esquivent  
la loi SRU »,  
*L'Humanité*,  
29/11/2005.  
Le montant  
de l'amende à verser  
est réduit  
en fonction  
des efforts réalisés  
par la ville.

« Fragile statu quo - 15  
sur la loi  
sur la mixité  
sociale »,  
*Le Monde*,  
29/11/2005.

quartier (20 % avant 2002) : c'est le cas de 27 % des emplois dans les entreprises installées avant 2002 et 32 % pour celles établies depuis <sup>8</sup>.

### Les ZUS : des quartiers sinistrés, des familles abandonnées

Les 750 Zones Urbaines Sensibles, représentant près de 5 millions de personnes, forment des quartiers ghettos qui concentrent tous les problèmes sociaux :

- Le chômage frappe 20,7 % des actifs (le double de la moyenne nationale) ; femmes, jeunes et immigrés sont plus exposés à ce risque <sup>8</sup>.

- 25 % des habitants sont d'origine immigrée (étrangers ou naturalisés) <sup>9</sup>.

- 27 % des ménages sont pauvres, soit le triple de la moyenne de l'ensemble de l'espace urbain <sup>9</sup>. 57 % des ménages ne sont pas imposables contre 40 % sur l'ensemble du territoire. Le revenu fiscal moyen des ZUS représente 61 % de la moyenne nationale <sup>8</sup>.

- Familles modestes et exclues se concentrent naturellement dans ces quartiers qui comptent 61 % de locataires HLM <sup>9</sup>. La question du logement est loin d'être réglée car les constructions ne représentent que 91 % des démolitions <sup>8</sup>. Au niveau national, l'effort de construction méprise le logement social modeste au profit du haut de gamme qui constitue une opération immobilière plus juteuse <sup>10</sup>. 40 000 logements sociaux sont construits en moyenne en 2004 et 2005 contre 72 000 en 1994.

- Les ZUS comptent en moyenne 2 fois moins d'établissements médicaux que leurs communes. Pourtant, ces populations souffrent plus durement de problèmes de santé, notamment d'obésité ou de santé dentaire chez les enfants <sup>8</sup>.

- L'École est le reflet de la ségrégation spatiale : 64 % des élèves sont issus de familles considérées comme défavorisées, 6 % des élèves de 6<sup>e</sup> comptent 2 ans de retard contre 3 % ailleurs et le taux de réussite au brevet des collèges est de 67 % en ZUS contre 77 % pour le reste du pays <sup>8</sup>. La moyenne des jeunes sans diplôme est le double de celle de l'ensemble du territoire <sup>9</sup>.

### Ségrégation urbaine = apartheid social

L'accumulation de tous ces maux dans un même quartier le transforme en véritable cocotte-minute susceptible d'exploser quand la pression de

## Il n'y a pas de fumée

la misère devient insoutenable. Ce phénomène, pourtant prévisible, est favorisé par les pouvoirs publics qui font barrage à toute mixité sociale. La loi Solidarité et Renouvellement Urbain de décembre 2000 impose, à partir de 2002, aux communes de plus de 3 500 habitants (1 500 en région parisienne) d'atteindre 20 % de logements sociaux en 20 ans. 742 communes, dont 188 franciliennes, ont été pointées du doigt par le ministère du Logement parce qu'elles refusent l'habitat social. Depuis 5 ans, un tiers n'ont absolument rien fait <sup>11</sup>, 180 communes comptent moins de 5 % de HLM et 140 n'en ont construit aucun depuis 2002 <sup>12</sup>. Des communes préfèrent ainsi payer une amende annuelle de 152 euros par logement manquant plutôt que d'accueillir des pauvres. En région parisienne, le déficit dû à ce manque de solidarité atteint 158 000 logements <sup>13</sup>. Parmi ces villes figurent en « bonne place » Neuilly (2,6 % de logements sociaux) dont Sarkozy, ex-maire, est encore conseiller municipal, ou Raincy (4,7 %) dirigée par Raoult, qui milite contre les contraintes de la loi SRU et a instauré le couvre-feu dans sa commune pourtant calme. C'est quand même un comble que ceux qui condamnent le plus féroce les émeutes soient en fait responsables du malaise social qui les a engendrées !

Des élus se permettent donc de cracher à la figure des 3 millions de mal logés et des 1,3 million de personnes en attente d'un HLM. Un scandale qui s'explique par la complaisance de l'État. En Île-de-France, des préfets réduisent parfois le montant des amendes : par exemple, Neuilly-sur-Seine versera 26% du montant de celle-ci alors qu'elle devrait en payer 46 % <sup>14</sup>.

Depuis les émeutes, les politiciens essaient de sauver la face en dénonçant cet état de fait : renforcement des amendes, inéligibilité des maires hors-la-loi, réduction des subventions aux communes bafouant la loi SRU... Il faut donc bien reconnaître que les émeutes et les incendies de voitures, moyen de revendication un peu maladroit qui frappe des gens souvent démunis, ont réussi à attirer l'attention sur la détresse des quartiers défavorisés. Malheureusement, l'État ne peut que lâcher des miettes, voire ne rien changer, ce qui est le cas en ce qui concerne la loi SRU et le logement social <sup>15</sup>. Le maître du système ne risque pas d'entreprendre la transformation radicale de la société qui s'impose en résolvant les problèmes qu'il a lui-même créés.

## sans feu (suite)

### Gros bâton, petite carotte et énormes manipulations

Quand des jeunes protestent ou explosent en raison d'une telle situation de misère et d'exclusion dans lesquelles on les plonge, que fait l'État ? Il réprime et enfonce des populations déjà accablées. Pour répondre à la grave crise des « banlieues », le pouvoir a prononcé plus de sanctions qu'il n'a promis d'aides.

Face aux émeutes, l'État a mis en place une justice expéditive. Interpellations effrénées et souvent injustifiées comme l'atteste le faible taux de condamnations au regard du nombre d'interpellations : environ 4 500 gardes à vue en comptant celles qui ont eu lieu après la fin des incidents, pour 420 condamnations à de la prison ferme pour des majeurs et 120 mineurs ont été écroués<sup>16</sup>. Pourtant, les comparutions immédiates se sont fréquemment soldées par des peines abusives au terme de procès bâclés car sans enquête sérieuse et sous la pression de l'État, qui a adressé des consignes claires aux tribunaux, dénoncées par le Syndicat de la magistrature<sup>17</sup>. Bavures à répétition, provocations policières et injustices n'ont sûrement pas facilité l'apaisement.

L'instauration de l'état d'urgence et d'un couvre-feu, en reprenant une loi de 1955 liée à la guerre d'Algérie est aussi le signe d'une volonté répressive aveugle et contre-productive car jugée comme provocatrice. L'état d'urgence permet ainsi d'interdire la circulation des personnes et des véhicules, l'interdiction des réunions et la fermeture des salles de spectacle ou des débits de boisson, de perquisitionner les domiciles de jour comme de nuit et de censurer les médias (cette disposition a été exclue dans la circulaire adressée aux préfets)<sup>18</sup>. En outre, le premier couvre-feu a été instauré alors que les incendies diminuaient et sa prolongation pour 3 mois est intervenue quand la situation tendait à redevenir normale. L'état d'urgence est totalement injustifié, comme le démontre la faiblesse de sa mise en œuvre<sup>19</sup>.

Le gouvernement a aussi décidé de frapper les familles, déjà pauvres, au porte-monnaie si leur enfant a participé aux violences urbaines : suspension des aides sociales (pour la nourriture, la cantine, le loyer, la facture EDF..) déjà appliquée à Draveil (Essonne), ou des allocations familiales (projet à l'étude selon Bas, ministre délégué à la Famille)<sup>20</sup>.

Du côté des réponses politiques au malaise social des ZUS, le « chien est maigre » : service civil volontaire, apprentissage à 14 ans, relance des aides aux associations, 20 000 contrats aidés dans les

quartiers défavorisés, légalisation des testings contre les discriminations, réflexion sur les CV anonymes, projet de relance des ZEP<sup>21</sup>... En bref, surtout l'annonce de promesses à venir permettant d'essayer d'acheter la paix sociale à bas prix. Compte tenu de la gravité du malaise, on peut douter sérieusement de la réussite de cette entreprise hypothétique et s'attendre à d'autres incidents.

Le gouvernement tente également d'agiter des chimères pour dissimuler les origines profondes de la crise des quartiers défavorisés. Après la théorie du complot des islamistes ou des trafiquants pour expliquer les incidents, c'est le tour du rap, de la polygamie, des mariages blancs ou de l'immigration en général. Les immigrés sont utilisés comme bouc émissaire avec une multiplication des attaques à leur encontre : restauration de la double peine pour les personnes en situation régulière ayant participé aux incidents, restriction du droit au regroupement familial, renforcement du contrôle des mariages mixtes... L'annonce de ces mesures au lendemain des émeutes laisse entendre que les immigrés seraient donc en grande partie responsables de celles-ci et que le FN aurait raison. Une stratégie pour fuir ses responsabilités particulièrement dangereuse quand on repense aux présidentielles de 2002.

### Il n'y a pas de fumée sans feu

La fumée des bâtiments et des véhicules calcinés provient d'un feu de rage qui couve au sein de notre société, attisé par les injustices sociales. L'écran de fumée drapé par l'État qui masque sa responsabilité dans ce malaise en accusant les délinquants, les trafics et les immigrés, empêchera de s'attaquer aux véritables racines du problème (chômage, misère, discrimination, humiliation...) qui, en se perpétuant, provoqueront inmanquablement d'autres incendies. Malgré 25 000 policiers et gendarmes mobilisés, 425 voitures ont été détruites dans 267 communes au cours de la nuit du 31 décembre (333 dans 132 villes l'an passé)<sup>22</sup>. Les jeunes qu'on invite à voter se rendront vite compte que cela ne sert à rien et chercheront d'autres moyens d'exprimer leur colère. Notre société profondément injuste semble atteindre ses limites, mais reste à savoir vers quelle évolution nous nous dirigeons : révolution sociale ou montée du fascisme pour préserver un ordre inégalitaire ?



- 16 - « Banlieues. Une justice sous pression », *L'Humanité*, 3/12/2005.
- 17 - « Les présumés émeutiers condamnés à la chaîne », *Libération*, 8/11/2005 et « Banlieues : des associations dénoncent une justice d'abattage », *Lemonde.fr*, 24/11/2005.
- 18 - « Bienvenue dans 3 mois d'exception », *Libération*, 16/11/2005.
- 19 - « Banlieues : couvre feu appliqué dans 5 départements, la violence recule », *Le Monde*, 10/11/2005.
- 20 - « La droite relance la controverse sur la suspension des aides sociales », *Le Monde*, 16/11/2005.
- 21 - « Après le bâton, Villepin sort les bonbons », *Libération*, 1/12/2005.
- 22 - « Des incidents, mais pas d'émeutes... », *Le Monde*, 3/01/2006.



# Amiens : retour sur une grève, reconductible,

*Annoncée par les médias à longueur d'antenne, d'informations en désinformations, le « grand mouvement » débutant le 22 novembre 2005 (en fait le 21, à 20 heures) a accouché d'une souris. Ils y voyaient (ou feignaient d'y espérer ou de craindre) une ampleur pouvant déboucher sur un conflit du type de celui de 1995.*

**Q**UANT AU TERME EMPLOYÉ de « grève reconductible », il est la version allégée et modernisée de la grève illimitée, de la même manière que le mot « libéralisme » a démodé le terme « capitalisme », renforçant l'ambiguïté ambiante.

Au préalable, début octobre, la Direction désirait verser une prime à l'intéressement de 160 euros aux cheminots actifs, suite au « bilan excédentaire de l'exercice 2004 ». Cinq syndicats dits « les plus représentatifs » refusèrent la notion d'intéressement et le fait que cette prime ne profite qu'aux actifs. La Direction décida de garder l'enveloppe pour « l'amélioration des conditions de travail ».

Cette attitude, digne pour une fois, avait été malheureusement considérée par beaucoup de cheminots comme un manque à gagner, n'y voyant pas le côté pervers d'une libération larvée et d'une pression sur les actions sociales à venir. Le manque de communication et d'explication des syndicats ainsi que leur faible présence sur le terrain y sont pour quelque chose. Nous y voyons d'emblée, une fois de plus, les limites flagrantes de la démocratie représentative.

Le mouvement de grève par lui-même a fortement mobilisé les conducteurs qui avaient leurs propres revendications, dont les principales étaient :

- le refus de la séparation en 4 entités professionnelles différentes,
- le refus de l'avancement au mérite
- et le rallongement de la durée de la conduite de nuit.

À peu près 70 % des conducteurs étaient en grève. Dans les autres services, c'était plutôt 70 % des cheminots au travail !

La participation à l'AG du 22 novembre était faible, 90 cheminots sur un potentiel de 300 à 400 avec une très forte majorité de conducteurs. Le vote, sans appel, reconduisit la grève jusqu'à l'AG suivante du lendemain. La Direction ayant égrainé son pseudo-panel de concessions (déjà pour la plupart annoncées avant la grève) et la possibilité d'un « grand mouvement » s'émoussant, cette AG rassemblait encore moins de monde. Les orateurs syndicaux demandaient la reprise : celle-ci fut effective.

Les conducteurs obtinrent que la traction ne soit pas scindée en activités distinctes, le recrutement de 700 conducteurs pour 2006 (simple maintien des effectifs !), l'inter-

ruption pour l'année des mesures visant à rallonger le temps de conduite de nuit. Par contre, rien en ce qui concerne l'avancement au mérite...

Pour tous, augmentation de 0,3 % des salaires, à valoir sur la négociation salariale prévue (c'est-à-dire : rien) et une prime d'exploitation augmentée de 120 à 360 euros (hiérarchie quand tu nous tiens).

La vitrine la plus symbolique, vitrine de la privatisation oblige : le service ID-TGV (réservation sur Internet) rentre dans le giron de la SNCF.

D'autres mesures, comme la moindre décroissance du nombre de vendeurs de billets ou les 200 emplois qui renforceront les services à la clientèle, seront plutôt le fait d'une réorganisation interne au service.

À l'équipement, 350 emplois sont affectés à la suppression de 80 % des ralentissements de voie (ces ralentissements qui sont dus au manque d'entretien, pour cause d'économie, augmentent le temps de parcours sur beaucoup de lignes régionales ou interrégionales).

Au fret, les sites de triage, figés récemment, seront maintenus en l'état pendant 2 ans, en cas de réouverture. Le réseau des points de livraison et d'enlèvement sera maintenu. À noter que ces deux points étaient acquis avant le départ de la grève.

Au vu des résultats, simple ralentissement de l'évolution prévue par l'entreprise, on se demande pourquoi cette grève, puisque même l'idée de prime d'intéressement n'a pas disparu pour 2006. Rien n'apparaît sur les partenariats public / privé de plus en plus nombreux (régionalisation, lignes interrégionales, travaux TGV, etc.). Pas de recul non plus sur la présence des prestataires étrangers comme la CONNEX dans le fret et bientôt le voyageur.

À moins de 3 mois d'une élection professionnelle, il leur fallait une mobilisation exemplaire. Celle-ci n'a pas eu lieu malgré le matraquage des médias et les nombreux tracts présents, pour la première fois depuis longtemps, dans les chantiers.

Une radicalisation de façade du mouvement, avant que celui-ci ne démarre, avait sur un plan plus politique l'arrière-pensée de mesurer l'impact des forces de la « vraie gauche » capable, dans l'avenir, d'avoir une certaine influence dans l'ombre des partis traditionnels.



# reconduite à la frontière du néant

Il faut bien parler d'échec pour cette grève. Pourtant, à la SNCF, les problèmes sont nombreux. La réorganisation du fret équivaut à un véritable démantèlement. Le cloisonnement par activité provoque des situations aberrantes (trains annoncés supprimés... qui roulent bel et bien – et vice versa – machines allant chercher une rame qui n'existe pas, aller-retour de machines « haut le pied »\* totalement inutiles, trains de voyageurs ne prenant pas de voyageurs parce qu'il manque le contrôleur – parce qu'à la suite d'un retard du train précédent, celui-ci ne peut pas être à son poste – incidents sur le matériel roulant, les caténaires, les voies...).

Les cadres, de plus en plus nombreux, sont de plus en plus exigeants. Le nombre d'arrêts maladie pour dépression est en constante augmentation.

Chaque jour, chaque cheminot peut constater une dégradation de l'entreprise, comme si on en sapait les bases, avec pour but la privatisation.

La notion de service public et un non à cette privatisation auraient pu impliquer un contact avec la population des usagers (parce qu'ils le peuvent encore) et de non-usagers (parce qu'il n'y a déjà plus de service public).

Le bilan de cette grève n'est pas optimiste. Les tentatives de manipulation ont été nombreuses. D'abord, la Direction faisant pression sur les cheminots pour les culpabiliser, par du courrier interne puis par médias interposés, les syndicats non grévistes ne restant pas dans la neutralité, mais faisant le jeu de la casse du mouvement. Et, finalement, l'attitude des syndicats appelant à la grève qui, en faisant le jeu de pression politique de la dernière chance, n'ont su rallier l'ensemble des cheminots, alors que les motifs d'insatisfaction sont si nombreux, que le service public n'existe plus, que le délire de la vitesse et du profit saccage la campagne et anéantit le plaisir de voyager. À suivre ...

*Secteur cheminots Somme,  
Syndicat intercorporatif d'Amiens*

\* Locomotive haut le pied : qui circule sans être attelée à un train

Tous les chiffres annoncés, au niveau des emplois, sont nationaux.

## Nouveau bulletin de la CNT-AIT en région

## parisienne



**L**E PREMIER NUMÉRO d'*Espoir*, bulletin du Syndicat Interco Paris Nord de la CNT-AIT est désormais disponible en version papier. Pour se le procurer, vous pouvez passer aux permanences (un samedi sur deux, 15 h - 18 h, au 39 rue de la Tour d'Auvergne à Paris - métro Pigalle) ou aux tables de presse (un dimanche sur deux 11 h - 13 h Marché Dejean, métro Château Rouge).

Vous pouvez aussi nous envoyer un mot avec une adresse où l'expédier à :

AIT c/o AAAFA BP 5 - 75860 PARIS Cedex 18.

*Espoir* est envoyé gratuitement aux chômeurs, précaires et prisonniers et, en règle générale, à toute personne qui le demande. Toutefois les dons ne sont pas refusés. En effet, la CNT-AIT n'est (encore) qu'une petite organisation. Elle ne peut compter que sur les efforts de ses militants. Le développement de l'AIT sur Paris est important pour le développement de l'anarchosyndicalisme dans cette région et plus généralement en France. Si vous souhaitez nous soutenir dans notre démarche, vous pouvez vous abonner au journal (prix libre, chèques à l'ordre de AIT à envoyer à l'adresse ci-dessus).

N'hésitez pas à nous faire part de vos encouragements, de vos coups de gueule, de vos critiques, remarques ou même insultes. C'est par l'échange et le débat que l'on pourra progresser. Si vous le souhaitez, vous pouvez contribuer à ce journal en nous adressant vos correspondances d'entreprise ou de quartier, vos illustrations, vos textes de réflexion, etc.

Et vous pouvez toujours retrouver notre actualité sur notre site : Actualité de l'Anarcho-Syndicalisme (<http://cnt-ait.info>).

*Syndicat intercorporatif Paris Nord*

**Le Combat Syndicaliste est rédigé et réalisé à titre militant par des adhérents des syndicats de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, sur leur temps de loisir.**



# Pages culturelles :

*Un jour Dieu mourut et nous fûmes enfin seuls ! Il nous a alors fallu retrousser nos manches pour nous attaquer, comme devait le dire la chanson, « au problème social en suspens »<sup>1</sup>. Ce fut l'ère du socialisme qui vit le prolétariat, dans la lutte des classes, opposer son projet social à celui de l'économie capitaliste.*

*Le capitalisme avec son absolue nécessité au profit (donc à l'exploitation sans cesse accrue) se trouve confronté à la fin des années 60 à la stagnation de ce profit ; il lui faut alors changer de forme pour mieux accroître le Capital (donc l'exploitation du Travail). C'est là sa dernière mutation en date qui est en train de s'achever aujourd'hui. Le capitalisme, ayant achevé une phase impérialiste (la conquête géographique), est devenu le système économique de la planète et aucun secteur d'activité humaine ne lui échappe : la société entière est capitaliste.*

*La rue - 1*  
*des bons enfants*  
de Raymond Callemin  
(Raymond-la-science).

*Le premier - 2*  
*Mad Max (1979)*  
de George Miller.  
Celui où le propos  
est entier du début  
à la fin.  
Où il n'y a pas encore  
l'idée d'une saga.

*Chanteur - 3*  
du groupe musical  
*Sex Pistols*.

*La passion (2004) - 4*  
de Mel Gibson.

## 1. Du perdant magnifique à l'individu sublimé (travelling panorama)

### Mad Max contre la modernité

En 1979, Mad Max<sup>2</sup> a pu surgir tel le héros, seul et abandonné de tous, dans un univers moderne désorganisé peuplé de méchants qui avaient eu le tort de s'en prendre à la famille, sa famille. Dieu n'existait pas, le capitalisme avait refait son maquillage et le socialisme (le mouvement ouvrier et ses organisations) avait échoué à le détruire. Ne restaient plus que des prolétaires orphelins, des individus atomisés. Et un de ces individus, Mad Max, s'empressa alors de défendre ce qui n'était que l'illusion d'un monde meilleur (le passé) : la famille, le clan, la communauté. Autant dire le lieu même de l'aliénation primitive. Tandis que les méchants, anarchistes débridés, sans feu ni lieu, soit sans foi ni loi, s'acharnaient à détruire toute idée de lien social, toute idée communautaire. À la fin du film la solitude et la nostalgie des valeurs perdues étaient le seul lot de consolation pour notre héros défait. Dans un monde sans dieu.

De l'autre côté de la terre, en Grande-Bretagne, le spectre de Madame le Premier Ministre Margaret Thatcher pointe son nez, en même temps que les *Sex Pistols* et les braillements jouissifs de Johnny Rotten<sup>3</sup>. Dans les rues, les chômeurs sont de plus en plus nombreux : l'interdit d'ouverture diurne des pubs est levé.

De l'autre côté de la Manche, où les bistrotts ont toujours eu pignon sur rue à toute heure, Dieu fait une timide réapparition chez Citroën : des ouvriers demandent un lieu de prière sur leur lieu de travail (1982). Et c'est dans les années 90 qu'on le voit reprendre peu à peu le haut du pavé autour du one-man-show papal.

Et nos stars mécréantes d'hier confessent les unes après les autres leur adhésion au bouddhisme ou à toute autre religion jusqu'à Mel Gibson (interprète de Mad Max) qui nous fait un scandale chez les puritains en mettant en scène son masochisme inspiré<sup>4</sup>.

Bref, Dieu est de retour. La porte des médias lui est grand ouverte. Et chacun, choix personnel dans la société de consommation oblige, prendrait ce qui lui convient d'obscurantisme.

### Jet Li versus Bruce Lee : la force change de camp

C'est alors que notre ancien héros devenu punk malgré lui (*no future*), mais sans la lucidité punk (pour laquelle le passé est définitivement mort) – d'où sa hargne à tuer ce qui est moderne – est relégué aux oubliettes. Le nouveau bon, toujours opposé aux méfaits de la modernité (la mondialisation), use de sa dignité et de sa tolérance. Il le fait au nom d'un modèle projeté (irréel et irréalisable) où l'exploitation capitaliste serait douce et



# de l'identité ouvrière à l'identité communautaire

où, la liberté individuelle mise en avant, tout acquis culturel devient précieux. Entendons bien « culture » et pas politique <sup>5</sup>.

Le nouveau héros des temps modernes, intégré, comme l'ancien, au capitalisme, mais dans ses formes actuelles, va pouvoir intervenir pour défendre ce que défendait Mad Max mais aussi Bruce Lee bien avant lui : la famille, le clan, la communauté. Autant dire toujours le lieu même de l'aliénation primitive. Sauf que la rage de Mad Max et la gracieuse fureur de Bruce Lee sont devenues inconvenantes aujourd'hui (à part peut-être quand le foudroyant coup de pied de Bruce Lee détruit l'avertissement colonialiste/raciste placardé à l'entrée d'un consulat <sup>6</sup>). Jet Li, nouvelle star populaire du kung-fu occidentalisé <sup>7</sup>, moraliste à souhait, ne tue que sous la contrainte, sans vraiment y mettre tout son petit cœur. On le voit dans *Roméo doit mourir* <sup>8</sup>, là où les familles acquises au capitalisme sauvage ne peuvent plus protéger leurs enfants, peuvent même aller jusqu'à les sacrifier si les affaires l'exigent. La concurrence est impitoyable dans un univers où il faut écraser l'autre afin de réussir. Notre héros (aidé par une héroïne), après avoir dégangré les deux familles (entendons les Montaigu et les Capulet <sup>9</sup>), survit (avec notre héroïne) pour reconstruire une famille saine. Celle-ci n'usera plus de la force.

L'usage de la force est passée du côté des méchants ; pêle-mêle, les capitalistes libéralistes, les industries polluantes, les non-démocraties et les terroristes <sup>10</sup>.

## Erin Brockovich <sup>11</sup> ou le triomphe du (bon) droit

Et voici que paraît, toutes classes confondues, le citoyen respectueux et digne, regroupé avec ses semblables dans la République.

Du côté des bons, le droit a, dit-on, remplacé la force. Julia Roberts toute mochetique mais oh combien bellement teigneuse incarne cette histoire vraie à l'américaine. Seule contre tous les nouveaux méchants, usant également de tous les artifices conventionnels dévolus aux femmes, mais surtout utilisant la Justice (avec majuscule) comme arme la plus redoutable qui soit, affronte la puissance industrielle polluante et tueuse de ses prolos. Voici donc la citoyenne nouvelle-née qui prouve que l'individu peut tout. Y compris rendre le monde meilleur *hic et nunc* <sup>12</sup> : Erin sort victorieuse de son combat. CQFD : le capitalisme est améliorable.

Tout mouvement réformiste obtient parfois des améliorations des conditions de travail et par-là même de vie. Mais l'air qu'on respire est de plus en plus pourri, la nourriture qu'on avale est de plus en plus empoisonnée, la pauvreté est en augmentation constante, et la police est omniprésente sur le globe.

(suite page 12)

**5** - Et voilà comment dieu-l'apolitique peut nous revenir des lieux oubliés où il finissait sans doute par s'ennuyer.

**6** - *La fureur de vaincre* (1972) de Lo Wei.

**7** - Il n'est pas question ici des films de cape et d'épée de Hong-Kong où Jet Li incarne le héros dans le plus ou moins traditionnel de ces films, qui grosso modo tendent à prouver la supériorité chinoise sur toute autre forme culturelle.

**8** - *Roméo doit mourir* (2000) d'Andrzej Bartkowiak.

**9** - *Roméo et Juliette* de William Shakespeare.

**10** - Terme toujours employé pour, les ennemis de l'État qu'il s'agisse du Viêt-Minh, des Résistants, des anarchistes, des siècles derniers, des hashichins ou des réseaux islamistes.

**11** - *Erin Brockovich* de Soderbergh (2000).

**12** - Ici et maintenant.

12 Un film populaire - 13

est un film qui connaît un grand succès. Il peut être « commercial », cela n'a aucune importance. Un film à gros budget comme *Titanic* a été apprécié non parce qu'il y avait plein de fric mais parce qu'il y était question de jeunes gens qui recherchent à s'émanciper dans un monde de contraintes de classes et de sexes. Un rêve. Et d'autres encore. À ceux qui objecteraient qu'il y a dans ce film tentative de manipulation des émotions du public, il suffirait de rappeler que toute œuvre d'art n'est que cela : manipulation de l'émotion. Et c'est bien pour être manipulés que nous allons au cinéma ou écoutons de la musique, etc.



(suite de la page 11)

Mais revenons à nos héros, du moins à ceux cités ci-dessus émergeant de films populaires <sup>13</sup>. Ce sont des héros parmi d'autres et ils ne sont là qu'à titre de démonstration.

Chacun de nous pouvant être Erin Brokovich, il n'y aurait plus de souci à se faire. Sauf que ce n'est pas vrai. Aucun de nous n'est Erin Brokovich (à part elle-même) ; quant au souci à se faire, voir plus haut un aperçu de la planète capitaliste. Mais, isolé des autres, ne pouvant plus revendiquer sa condition d'exploité comme une valeur positive (le prolétariat uni ne porte plus le flambeau de la Révolution), écrasé par les attaques victorieuses de la classe dominante, métamorphosé en citoyen responsable de la bonne marche des choses (ne pas fumer, trier les ordures, respecter les limites de vitesse, se marier/se pacser, faire des enfants, se taire au travail, voter, etc. ), stimulé par une propagande publicitaire constante (la réalisation de soi à travers l'accès à la consommation), l'exploité se voit offrir une nouvelle identité, non plus de classe, mais de culture.

## 2. De l'émancipation individuelle aux droits des minorités culturelles

### La République et ses enfants difficiles

Les médias rattachent ce nouveau citoyen presque systématiquement à une culture spécifique : les Bretons, les Musulmans, les Juifs, les Arabes <sup>14</sup>, les Comoriens, les homosexuels (pas encore de majuscule pour ces gens-là), les Corses, les Asiatiques <sup>15</sup>... Il s'agit alors de mettre en avant la culture des uns et des autres ou, mieux, dans certains cas, l'ethnie <sup>16</sup>. Ainsi on peut entendre, Machin français d'origine truc, ou Chose vivant en France de la communauté bidule, etc. <sup>17</sup>

D'un côté donc nous avons le citoyen responsable abstrait, individu sublimé dans la République qui assimile toute culture (donc gomme toute différence) et de l'autre nous avons le citoyen concret, individu distinct d'un autre par une appartenance culturelle communautaire. Le premier est directement lié à l'État par l'impôt et le vote ; le second est supposé être ce citoyen également respectueux des us et des coutumes d'une soi-dis-

ant communauté homogène religieuse, ethnique ou sexuelle qu'on lui attribue ou qu'il revendique. Cette communauté est donc censée avoir des règles communautaires propres qui ne peuvent intervenir en contradiction avec celles de la République. Foutaises et pharisaïsme ! C'est dire que Dieu est apolitique ! Et pourquoi nous a-t-on baignés pendant des siècles avec des histoires de voile à l'école ? Et pourquoi nous a-t-on présenté des incuries de la police perpignanaise comme autant d'histoires de bandes « ethniques » rivales (non-intégrées, cela va sans dire) ?

Mais le royaume d'Albion a aussi ses enfants difficiles, actuellement cet été ce furent les émigrés pakistanais, enfants adultérins du Commonwealth. Ces personnes avaient avant tout en commun leur condition économique et leur quartier d'habitation quadrillé par la police britannique.

Le modèle américain des ghettos noirs a fait des petits. On sait par exemple qu'à Marseille la société de gérance des HLM favorise, dans l'octroi des logements, le regroupement par origine géographique. Et ce ne sont pas des bourgeois qui demandent des logements en HLM. Donc communauté peut vouloir dire ensemble de prolos qu'on ne peut plus nommer comme tels, car le faire serait reconnaître qu'il existe des classes sociales aux intérêts diamétralement opposés, donc en guerre permanente.

### Scarface ou le nouveau loser (flash-back)

En 1983, une génération en arrière donc, Al Pacino incarne un voyou cubain ambitieux débarqué en Floride (États-Unis) <sup>18</sup>. Il devient un homme puissant après avoir éliminé tous ses concurrents sur la place. Un vrai caïd qui n'a peur de personne. Aujourd'hui entre les t-shirts Nike et les chaussures Adidas, il est de bon goût pour signifier son appartenance à « sa communauté » d'afficher le portrait d'Al Pacino dans ce rôle de Scarface. Donc Scarface a remplacé Che Guevara dans la rue. Images de consommation certes. Mais si l'une, modèle romantique, affirmait qu'il était possible de gagner un combat collectif (la libération de Cuba), l'autre, peut-être tout aussi roman-

14 Ce terme est, à vrai dire, devenu politiquement incorrect. Il convient de dire Musulmans, même si les personnes concernées n'ont rien à voir avec une religion quelconque ; il suffit qu'elles ou leurs parents soient nés quelque part au sud ou à l'est de la Méditerranée. Par extension apparaît la notion de Français, concept désignant à peu près les personnes non Noires et non Asiatiques ne pratiquant pas le Ramadan.

15 Pour ceux-là, peu importe leur langue maternelle, du français au thaï, peu importe d'où les uns et les autres viennent, ce sont « les Asiatiques » ; autant dire qu'il n'y a rien à reprocher à l'État américain qui, en raison de son engagement dans la guerre contre les Japonais, en 42 interne tous les « yeux bridés » dans ses camps.

16 Équivalent de l'incorrect « race ». Le politiquement correct est une des preuves de l'unicité du modèle dominant où tout est poli. On ne nomme plus le réel comme ça, il n'y a pas de problème n'est-ce pas ?

17 On remarquera que les Catholiques ne sont pas évoqués comme membres d'une communauté. Le catholicisme (son clergé et ses relais laïcs) est partie prenante du Pouvoir en France. Il est, de plus, considéré comme religion majoritaire.

18 *Scarface* (1983) de Brian de Palma.

# Pages culturelles :



(suite page 15)

## de l'identité ouvrière à l'identité communautaire (suite)

tique au demeurant, affirme la puissance de la volonté individuelle. Avec cette chose a priori paradoxale que Scarface finit par échouer : au sommet de son ascension sociale il meurt dans un massacre suicidaire, seul et même très seul. Victime au début, victime à la fin. Donc, je suis le meilleur mâle dans cette jungle et pourtant je suis déjà mort. Je suis super-puissant et pourtant je suis impuissant. Entre les deux j'aurais abattu quelques flics et quelques minables. Sauf, une fois de plus, que ce n'est pas vrai. Mais ce qui ressort c'est que Scarface est un immigré qui « appartient à la communauté cubaine », que Scarface est sacrément malin et fort et que parce que tout ça, il devient très riche : le rêve impossible du prolo aujourd'hui caserné dans son quartier où le chômage et l'aide sociale sont monnaie courante <sup>19</sup>.

Voilà donc le récit d'une émancipation sociale dans le ghetto. En sous-texte : l'enfermement revendiqué comme une identité positive spécifique. De nombreux raps le psalmodient fort justement. Et bien sûr, mon ghetto (quartier), concurrent des autres ghettos, est le meilleur de tous.

La lutte des classes est revêtue d'un voile si opaque qu'on en oublie que des personnes « issues de la communauté x ou y » appartiennent à la classe dominante. Celle qui se satisfait fort bien de tout ça.

### Monsieur Slimani et la clientèle captive

Monsieur Slimani est à Marseille un des grands patrons des viandes *halal* <sup>20</sup>. Voilà que le trait culturel d'une dite communauté musulmane fait bien ici les intérêts économiques d'une seule famille. Monsieur Slimani, petit capitaliste modéré qui avait l'oreille de la mairie, était prêt à investir beaucoup d'argent et de temps pour qu'une grande mosquée digne de ce nom vît le jour à Marseille. Ben voyons. C'est quoi déjà la phrase que l'on prête à Friedrich Engels ou à Karl Marx <sup>21</sup> ? Mais trêve d'ironie, revenons à notre propos qui est d'essayer de trouver à quoi rime tout ça dans le chaos général de la vie.

On a déjà entrevu une confusion possible entre les termes « communautés » et « exploités ». Mais monsieur Slimani appartient lui aussi à ladite communauté marseillaise musulmane. Et le voici inter-

locuteur des pouvoirs politiques pour l'obtention d'un édifice religieux pour tout « son » monde. Le voici donc représentant de quelque nécessité culturelle (et culturelle) de sa dite communauté. Certes, il n'y a aucune raison qu'entre toutes les variétés d'églises de Marseille il n'y en ait pas une consacrée à l'Islam <sup>22</sup>.

Le problème n'est pas là ; le problème c'est Dieu ; le problème c'est ceux qui sont favorisés par son existence.

Les films de Matthieu Kassowitz <sup>23</sup> sont typiques d'une transposition de cette mixité des classes dans la communauté. Et de l'égalité de chacune des cultures communautaires (à la différence de ceux de Spike Lee, souvent empreints de racisme). La bonté qui émane finalement de chacun de ses personnages est la démonstration de cette égalité : chacun peut trouver dans la culture transmise par les parents la clé pour vivre tous en paix les uns avec les autres, riches et pauvres.

La reconnaissance de communautés, de minorités culturelles permet la création d'une élite représentative (parfois élue) dans la constitution d'un État démocratique. Il peut s'agir alors de réseaux d'influence (*lobbying*) ou d'une tendance à la démocratie participative <sup>24</sup>. Nous sommes bien dans un système représentatif. Dans la pérennité de la démocratie. Et c'est dans ce système que s'entendent des voix où les plus remarquables aujourd'hui sont celles de la communauté homosexuelle.

Car que vont demander ces communautés à l'État : une reconnaissance de la discrimination dont la communauté est l'objet. Donc des droits bien sûr. Des lois. Des décrets. C'est une revendication somme toute bien républicaine, celle des mêmes droits pour tous et de l'intégration de chacun. L'intégration commence par la reconnaissance de la famille. C'est le droit à fonder une famille, le droit à l'héritage.

Le problème n'est pas qu'il faille qu'il y ait des pauvres non-héritiers et des riches héritiers, quelles que soient leurs préférences sexuelles. Le problème c'est la propriété et la constitution d'un patrimoine transmissible.

(suite page 14)

**19** - Le casernement dans les grandes usines ne vaut (valait) pas mieux.

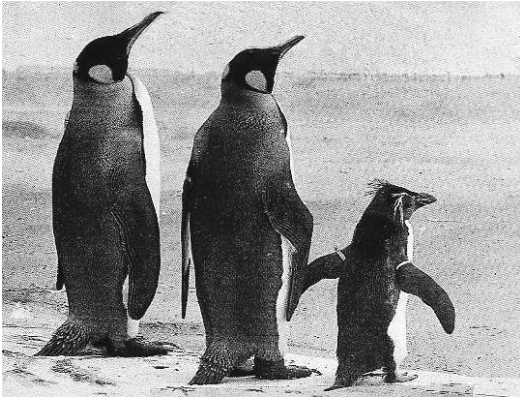
**20** - La viande qualifiée *halal* est une viande où l'abattage rituel des bêtes a été respecté.

**21** - « *La religion [...] est l'opium du peuple* » in *Critique de la philosophie du droit de Hegel* (Karl Marx - collaboration d'Engels, 1844). En plus de l'alcool, des dérivés de l'opium et tutti bien sûr.

**22** - L'édification d'une grande mosquée à Marseille est une valse hésitation récurrente. En fait il existe d'un côté (celui de la mairie) une telle mauvaise foi toute politicienne et de l'autre (celui du clergé marseillais) une telle diversification des cultes religieux, qu'il est quasi impossible pour nos compères de s'entendre. L'édification d'une grande mosquée n'est qu'un argument électoraliste (aussi bien pour la mairie que pour des imams ou des associations qui veulent obtenir ou renforcer leur pouvoir politique en ville).

**23** - *Métisse* (1993), *La haine* (1995)

**24** - *Lobbying* est péjoratif, « démocratie participative » présente un aspect d'équité sociale plus correct. Mais c'est la même chose : il s'agit de pouvoir d'influence.



(suite de la page 13)

### 3. Du modèle hétérosexuel au modèle hétérosexuel

#### L'homophobie présentée comme une carence juridique ou un choix individuel

Nous sommes élevés les uns et les autres selon le même modèle, pour la même société. Le modèle hétérosexuel monogame pour une société divisée en classes.

Hétérosexuel monogame parce qu'il faut se reproduire (l'érotisme étant alors dévoyé), parce qu'il faut toujours courir après le prince charmant (qui doit bien se cacher quelque part) auquel les femmes se soumettront délicieusement en échange de sa super-protection câline (la relation amoureuse étant alors uniquement fonctionnelle), ou après la femme idéale belle, intelligente mais effacée et surtout bonne mère (id. de la relation amoureuse). Nous sommes tous élevés dans ce schéma si joli que nous sommes de simples moitiés d'orange ! Et nous partons à la quête de l'autre soit pour le dominer soit pour s'y soumettre dans le cadre « privé » de la famille.

Ces choses dont a besoin le capitalisme : courbe l'échine sous le joug du salariat et sois loyal envers ton patron qui te procure du travail. Tout cela nous apprenons à le faire dans la famille où la division du travail est sexuée.

Mais la société capitaliste est sans cesse en mouvement apparent<sup>25</sup> pour pouvoir perdurer. Parfois, certaines conventions sociales ne sont plus adaptées à la course au profit. Ainsi en plein début de la dernière crise économique<sup>26</sup>, le travail est de plus en plus ouvert aux femmes, nouveau prolétariat qui, par son manque d'expérience, présente le visage d'une soumission nécessaire. La réaction la plus spectaculaire à cette demande de soumission fut le féminisme (*oui papa, oui chéri, oui patron*). La modernisation de la société était en cours. Cette modernisation nécessaire donc au capitalisme et revendiquée par les féministes allait donner toute une série de lois garantissant entre autres l'égalité des salaires. Mais ce n'est pas parce que les textes l'affirment qu'il y a égalité des salaires, ni même égalité dans l'accès au travail. On peut trouver un

## Pages culturelles :

peu partout des tas de chiffres qui démontrent au contraire l'inégalité encore aujourd'hui.

C'est dire que les homosexuel(le)s qui aujourd'hui en France veulent se marier et avoir des enfants, le pourront bientôt, comme c'est déjà le cas dans quelques pays européens (et en particulier en Grande-Bretagne, où l'homosexualité masculine a toujours été un sujet tabou). Rien dans cette revendication ne met le capitalisme en danger : il s'agit encore et toujours d'essayer d'atteindre le modèle, celui de la famille parentale garante du patrimoine et de la reproduction des classes.

Il y aura donc de nouvelles lois ajoutées à celles concernant le mariage et la gestion des biens de la famille. Mais comme les lois sur le travail des femmes n'ont pu abolir la discrimination sexuelle, elles n'aboliront pas l'homophobie qui n'est qu'une des manifestations du sexisme. Le sexisme (et donc l'homophobie) sont une constante « culturelle » quasi universelle. Il ne suffit pas de crier halte à l'homophobie pour que chacun finisse par être convaincu que oui peut-être, après tout. Ce n'est ni un choix, ni une technique à connaître. C'est un ressort morbide extrêmement puissant que celui de l'interdit sexuel et donc de sa valorisation symbolique (la « mâlitude » et la « féminitude »).

Le modèle est le même pour tous, quels que soient les sexes et les pratiques érotiques. Le sexisme (donc l'homophobie) n'est pas une question de lois ni un choix individuel mais bien une nécessité à la bonne marche des affaires (capitalistes s'entend). Le sexisme est la conséquence de la division du travail et des rapports hiérarchisés. Il en est également sa justification. Il nous divise à l'intérieur d'une même classe sociale.

#### Le réel et le symbolique du voile

Et c'est ce que le voile que portent des femmes affirme : nous sommes dans une société où l'inégalité entre les hommes et les femmes est réelle. L'habit le rappelle constamment dans la rue. Inégalité économique et sociale<sup>27</sup>, donc politique. Voici pour le symbole.

En réalité, des femmes se voilent par contrainte ou volontairement. Ici ou ailleurs. Par contrainte si la pression sociale est telle qu'elles peuvent aller,

Apparent, - 25  
car le fondement même n'est jamais remis en question, à savoir l'exploitation qui génère la domination d'une classe sociale sur l'autre.

Fin des années 60, - 26  
début des années 70.

En France, - 27  
les femmes ont obtenu le droit de vote en 1946 donc le titre de citoyenne.

Avant, elles n'existaient pas socialement.

Mais, le travail qu'elles accomplissaient et accomplissent à la maison n'est toujours pas reconnu comme social.

Même s'il est indispensable à la bonne marche de cette société, il reste d'ordre privé.



(suite page 17)

## de l'identité ouvrière à l'identité communautaire (suite)

dans certains cas, jusqu'à risquer leur vie en se dévoilant ; ou volontairement pour afficher une identité sociale. Dans le deuxième cas, on peut dire qu'elles revendiquent l'inégalité sexuelle prônée en l'occurrence par l'Islam<sup>28</sup> et nous revenons à ce concept relativement fluctuant de « communauté », d'autant plus que le port du voile affirme, en plus de l'appartenance de la femme voilée à un homme (ou à un « promis »), son appartenance religieuse. Monogamie et endogamie se conjuguent étroitement. Les femmes ne se définissent plus alors comme individus autonomes, mais comme éléments complémentaires des hommes (du coup, la réciproque est vraie, et nous voici solidement ancrés dans le modèle hétérosexuel). Ou plus justement, les hommes n'acceptent les femmes que comme quelques choses complémentaires. Une telle revendication, transcendant les classes sociales, relègue les femmes dans un sous-prolétariat corvéable à merci (travail salarié ou domestique et sexe conjugal).

Le collectif *Féministes pour l'égalité* distribuait un tract en juin dernier, lors de la Marche des femmes. Il s'intitulait « *Inch'Allah l'égalité !* » et présentait une charte démocratique : lutte contre les discriminations, lutte contre les exclusions, défense des libertés individuelles, lutte pour l'émancipation des femmes et l'égalité des droits, organisation d'une éducation populaire, etc. La plupart des articles de la charte considèrent la société comme une juxtaposition de groupes religieux, intellectuels, culturels ou politiques. Tous s'équivalant dans leur essence. Et tous devant jouir des mêmes droits. Ici, le citoyen abstrait républicain est bien également le citoyen concret actif dans sa communauté et par là-même dans la République.

L'article 3 demande de respecter le choix de chaque femme à porter ou non le foulard (3. *Respecter le libre choix des femmes en mettant notamment sur le même plan le droit de porter le foulard autant que le droit de ne pas le porter*). Même si l'on considère que cet article s'adresse à des musulmans afin d'amener l'idée que l'on peut être de bonne foi avec ou sans voile, la façon dont il est rédigé reste néanmoins surprenante. Alors que le foulard sert à rappeler la soi-disant omniprésence de la *libido*

(incarquée par les femmes par nature impudiques) et son interdit (incarné par les hommes dévolus corps et âmes à leurs tâches sociales), voici que les porteuses de voiles peuvent choisir d'être ou non impudiques. Ironie et confusion. Il n'y a là hélas qu'une façon de plus de contourner le malaise général engendré par le modèle dominant (le couple hétérosexuel monogame totalement accompli dans la procréation et la constitution d'un patrimoine) en conflit avec les désirs sexuels (vagabonds, passagers, passionnés, sédentaires, sublimés, assouvis, rêvés, etc. bref protéiformes).

Voici donc des féministes, qui, à l'instar de certaines féministes du siècle dernier, veulent s'émanciper du carcan patriarcal tout en y demandant une place. Mais la seule place que puisse avoir une femme dans une société patriarcale, c'est celle qui est dévolue aux femmes ; il n'y en a pas d'autre, ou alors ce n'est plus une société patriarcale. De la même façon que dans la société capitaliste, l'exploité ne peut s'y émanciper. Ou alors ce n'est plus la société capitaliste (qui est patriarcale, rappelons-le).

La référence continuelle à un système communautaire fait plus que brouiller les cartes. Non seulement elle prétend qu'il y aurait une loi unique partagée par tous les individus qui la composent (ici l'Islam, mais ce pourrait être tout à fait une autre), capitalistes ou prolétaires, qui engendrerait des pratiques et des coutumes connues de tous et reconnues par tous, mais elle prétend aussi que quiconque ne répond ni à cette loi ni à ces us ne peut les critiquer. Chaque culture devient « respectable » mais est directement en concurrence avec une autre. Du moins c'est ce qui ressort de l'article 2 de la charte sus-citée qui *refuse l'idée d'un modèle unique de la libération et de l'émancipation des femmes*. Soit, puisque pour l'instant il n'existe qu'un seul « modèle », celui des femmes européennes et américaines qui ont échoué à faire avorter le capitalisme et par conséquent le patriarcat. Mais si les *Féministes pour l'égalité* le rejettent, ce n'est pas parce qu'il n'a pas aboli le patriarcat mais parce qu'il n'englobe pas ce qu'elles considèrent comme un particularisme des femmes musulmanes.

(suite page 16)

**28** - De façon générale les trois religions monothéistes prônent la division du travail entre les sexes. Quelles que soient les interprétations des textes, celles-ci ne concernent que les croyants, et parmi eux, ceux qui sont cultivés.



Les Salins-de-Giraud

(suite de la page 15)

Ainsi un problème universel (le patriarcat, les inégalités qui le fondent et le sexisme qu'il nécessite) intégré au système capitaliste devient le problème particulier d'une communauté<sup>29</sup>.

### Le communautarisme (fondu enchaîné)

Il est vrai cependant que, contrairement à ce qu'elle prétend, la République ne garantit pas les mêmes droits pour tous. Il suffit de vivre en ses frontières pour s'en rendre compte. Mais aucun gouvernement ne peut assurer l'égalité entre tous ni sous le capitalisme ni ailleurs. L'État, fût-il ouvrier, ne peut que garantir les privilèges des privilégiés. Il en est l'émanation.

Les femmes (musulmanes) émigrées en France (en général, femmes ou filles de) sont, d'un point de vue du droit, très largement défavorisées par rapport aux Françaises, puisqu'assujetties aux lois du pays d'origine d'un côté et aux lois sur le regroupement familial de l'autre. Mais que des femmes musulmanes (comme le collectif ci-dessus cité) dénoncent cet état de fait au même titre qu'elles revendiquent l'égalité des sexes dans l'Islam, montre comment des groupes de pression se constituent sur un système communautaire. Les deux ressorts en sont la discrimination (réalité politique) et la victimisation (subjectivité identitaire).

Mais une Française peut être musulmane, ou une femme émigrée dont les parents sont musulmans peut être athée (et autres combinaisons possibles). Alors de qui parle-t-on ? à qui parle-t-on ? ou plutôt de quoi parle-t-on ?

Pour la classe dominante, le système mythifié (et mystifié) de communautés, riche mosaïque vivante, est un creuset électoraliste clientéliste intéressant (et intéressé)<sup>30</sup>. Favorisant une apparence interclassiste, il occulte les conflits de classes sociales qui, la société entière étant capitaliste, bouillonnent à l'intérieur même de ces supposées communautés supposées homogènes.

Supposées communautés (le mythe), car s'il existe bien de multiples cultures (surtout dans les villes portuaires comme Marseille, mais tout aussi bien ailleurs) et des langues diverses, celles-ci finissent toutes par se mélanger dans une vie sociale

## Pages culturelles :

partagée. Marseille a ceci de particulier qu'au bout du compte – même si subsistent, au fur et à mesure des migrations, des îlots unicolores – le métissage semble être la couleur dominante de la ville, et ce depuis pratiquement toujours.

Supposées homogènes (la mystification), car outre l'opposition des classes, il n'est, en France, aucune règle communautaire réelle, édictée et respectée, qui soit partagée par de très nombreuses personnes comme cela serait le cas s'il y avait réellement des communautés constituées, qu'elles le soient sous forme de clans, de regroupements religieux, ou d'associations culturelles ou autres. Et pour revenir à Dieu qui a pu faire son come-back, c'est bien parce que cela n'existe pas qu'il faut l'inventer<sup>31</sup>.

Par contre, ce qui existe ce sont des comportements sociaux ; et même si cela paraît simpliste de l'écrire ainsi, ils sont souvent rapportés par la télévision. Bien sûr la télévision n'invente pas tout à fait. Elle se contente de souligner certains traits puis de les généraliser. C'est plus simple. Et ça va dans le sens du poil : il n'y aurait plus de lutte des classes mais un simple problème de gestion des différences culturelles. La pauvreté n'est plus alors le résultat d'une société d'exploitation mais un livre comptable aux données diverses et souvent problématiques. Le travail du grand administrateur qu'est l'État se trouve allégé si une partie de sa gestion repose sur la responsabilité de représentants de groupes sociaux. Ces représentants sont souvent auto-proclamés, faisant dans le même temps surgir l'existence de communautés souvent fictives. Ainsi, le contrôle de l'État s'étend jusqu'à une sorte d'auto-contrôle plus ou moins efficace.

Sauf que la « paix sociale » reste toujours menacée surtout quand les écoles (symbole de l'intégration aux « valeurs » républicaines) brûlent. Là on est dans la panade : des exploités (français qui plus est ! membres de la communauté des cités ?) montrent, à la télévision même, que le truc ne marche pas. L'image d'une école qui brûle se superpose à celle du prolétariat uni dans une même classe. Puis fondu au feu.

D'où émergent Adidas et Nike. Deux des grands seigneurs de la guerre des classes. Des visa-

(suite page 18)

Bien sûr, - 29  
il existe différentes  
pratiques de l'Islam.  
Il est à noter que,  
comme dans toutes  
les religions,  
chacune prétend  
être la seule bonne.  
Il est politiquement  
correct aujourd'hui  
de se réclamer  
d'une pratique  
non-intégriste.  
Ce politiquement  
correct signifie  
une volonté  
d'intégration  
(dans la démocratie)  
assortie  
d'un particularisme  
revendiqué  
(la pratique  
religieuse).

Bien que - 30  
ce ne soit pas  
le propos direct ici,  
il est cependant  
intéressant de noter  
que, parmi  
les propositions  
des politiciens  
pour raisonner  
les prolétaires  
émeutiers d'octobre  
dernier à  
Clichy-sous-Bois,  
il y ait celle  
de l'incitation  
à s'inscrire sur les  
listes électorales.

Pour illustrer - 31  
ce qui précède,  
voir encadré ci-joint.





## de l'identité ouvrière à l'identité communautaire (suite)

Extraits de *Gouverner Marseille* de Michel Peraldi et Michel Samson, édité par La Découverte (2005) :

[Les coupures et les notes sont des auteurs du livre.]

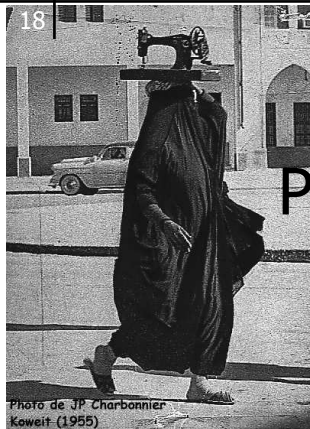
« Lors d'une conférence en juin 2005, Robert Vigouroux revient sur Marseille Espérance et confirme son idée : « Il s'agissait de créer un dialogue interreligieux sans qu'on parle de religion, que ce soit un dialogue d'action sociale dans la ville. » Robert Vigouroux a eu cette idée dès avant son élection, comme en témoigne un de ses anciens colistiers, Francis Allouch. Salab Bariki nous raconte les débuts de la mise en œuvre du projet par un réseau universitaire et militant : « L'équipe de base, c'était Bruno Étienne \*, professeur à Sciences Po Aix, Jocelyne Césari, sociologue, Michel Archer, sociologue, et moi. En même temps, Vigouroux avait demandé à quelqu'un comme Victor Abbou du côté juif, et à Charles Haddad, un peu la même chose. On lui a proposé de voir si, peut-être, à travers la religion... [...] Mais on savait pas où on allait. Vigouroux nous a suivis. Il n'était pas obligé du tout de le faire, mais il l'a fait, et ça a marché, puisque les chefs religieux sont venus. Alors, s'est posé le problème des musulmans : on ne savait pas qui inviter. On s'est dit : ils ne sont pas trente-six, il y a cinq ou six imams archi-connus. [...] On les invite et puis on verra bien. Donc, on en a invité cinq ou six. Alili a répondu par fax : « Moi, je suis membre du CORIF, je me fous du local » ; il n'est pas venu. Doudi est venu (il est sur la première photo de Marseille Espérance, il venait d'être rejeté par Alili, il venait de fonder les puces). Il y avait aussi Seck Boughouma, qui est sénégalais, le costaud, le seul Noir qui a yeux bleus. [...] On les a invités, ils étaient trois, Doudi ne parlait pas le français, il s'est emmerdé, il n'est pas revenu. Sont restés Dahmani et Seck Boughouma. Après on s'est dit : « Comment on fait pour les Jaunes, les Vietnamiens, les Asiatiques ? Est-ce que le bouddhisme est vraiment une religion ? » On a dit : « On va pas entrer dans les détails », et Jocelyne Césari a dit : « Moi, je connais quelqu'un qui est vachement bien, qui a une association d'entraide sur Aix-Marseille : Louis Tailhandier. Il n'y a qu'à l'appeler. » Donc on l'a appelé, il est venu, ça a très bien marché. Bon, on avait les Asiatiques. Et pour nous, Tailhandier, il était bouddhiste. Au bout d'un moment, il nous a dit : « Puisque c'est un truc religieux, je vais vous ramener le Grand Vénérable de la pagode de la Savine. » On ne savait pas trop ce que c'était un Grand Vénérable, donc il nous en a ramené un de la pagode de La Savine. On se retrouve avec un Grand Vénérable en jaune, ça faisait couleur locale. Et au bout de quelques réunions, le Vénérable dit : « Attendez, lui, Tailhandier, il est peut-être asiatique, mais il est pas bouddhiste, il est catholique, donc il faut le virer. Sauf si l'archevêque veut bien le désigner comme catholique, mais moi, je veux désigner mon propre délégué. » Frottement ! »

Mise malgré tout sur les rails, l'association n'a pas de statut officiel qui impliquerait une hiérarchie. Elle ne peut évidemment pas avoir de chef, même limité à un rôle administratif. Elle fonctionne donc sur la base d'une charte, dont la première phrase stipule : « Les représentants des différentes familles spirituelles et communautaires sont convaincus qu'il faut instaurer un dialogue et une meilleure compréhension entre tous les marseillais, chrétiens, juifs, musulmans et hommes de bonne volonté. » Et comme le dit explicitement le rabbin Ouaknin \*\*: « Marseille Espérance ne peut exister qu'à l'initiative et par la volonté du maire en exercice, mais aussi par l'adhésion des chefs spirituels en exercice dans les différentes communautés. »

L'affaire est lancée spectaculairement par une première photo du groupe, en janvier 1991. Jacques Ouaknin continue : « On était là pour la photo et, brusquement, le père Cyrille a eu une idée géniale : qu'on se tienne la main. On l'a fait, et la photo a eu un impact extraordinaire. »

\* Spécialiste reconnu de l'Islam et des mondes musulmans, Bruno Étienne ne se cache pas d'être lui-même franc-maçon et d'origine protestante. Parmi ses nombreux ouvrages, en peut lire : *Islam, les questions qui fâchent*, Bayard, Paris, 2003.

\*\* Robert-Paul Vigouroux et Jacques Ouaknin, *Laïcité + religion*. Marseille Espérance, Transbordeurs éditions, Marseille, 2004.



## Pages culturelles : de l'identité ouvrière à l'identité communautaire (suite)

(suite de la page 16)

Ce n'est pas - 32  
pour autant  
qu'il reconnaît  
Untel ou Unetelle  
comme  
représentant(e)  
de qui que ce soit.

Le gang des parcs - 33  
est un regroupement  
éphémère d'individus  
dont certains  
sont adhérents  
à la CNT-AIT  
de Marseille.

ges aussi, monsieur et/ou madame de telle communauté ou de telle association. Le cirque peut reprendre. Et nous autres, pauvre purotin ou canaille selon les circonstances, arborant sur nos fringues le nom de nos vrais maîtres, continuons à trimer ou à crever la dalle. Individus isolés et, bien que l'ayant oublié, poursuivis par l'échec du socialisme, partons à la recherche d'une nouvelle identité sociale.

L'individu exploité isolé n'aurait plus qu'une alternative : l'affirmation de soi dans le social<sup>32</sup> (non pas dans une classe sociale). Tout un chacun peut alors bénéficier d'une identité sociale idéalisée : appartenir au groupe social le meilleur du monde. L'individu fera valoir la spécificité culturelle (immuable et intouchable) et la discrimination (en réalité socio-politique) dont ce groupe fait l'objet. Mais c'est avant tout en tant que victime que cet individu s'affirmera au travers d'une communauté opprimée dans et par la République. Être à la fois le plus beau, et le plus réprimé. C'est le lien dynamique entre la discrimination et la victimisation qui nourrit le « communautarisme », même si les communautés n'existent pas.

La tolérance qui soi-disant prévaut dans les démocraties permettra à des morales favorables au capitalisme d'être équivalentes à d'autres (fussent-elles fondamentalement anti-capitalistes) et aux comportements sociaux les plus réactionnaires d'être justifiés. Qu'une homosexuelle puisse aisément considérer que si des femmes sont contraintes à porter un voile c'est bien ennuyeux pour elles mais que ça ne la concerne pas (ce qui est le miroir exact des propos du collectif *Féministes pour l'égalité*), ou qu'un hétérosexuel puisse affirmer que les femmes ne devraient pas travailler et que c'est bien dommage de voir des enfants traîner dans les rues (parce que leur mère travaille) : il y a équivalence. C'est apparemment l'expression de la pensée d'une communauté ou d'une autre, mais ce sont deux expressions qui chacune valorisent la façon de parvenir au modèle micro-capitaliste (la famille). Elles sont concurrentes puisque chacune prétend être exemplaire. C'est le repli identitaire.

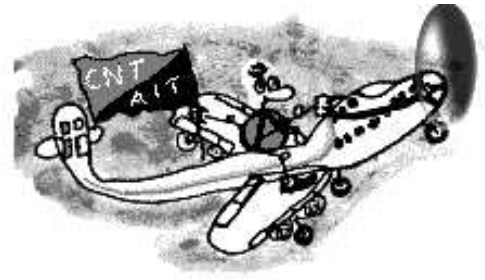
Bien sûr, tout cela peut mener des exploités, alors qu'ils subissent en permanence l'offensive des capitalistes, à s'entre-dévoré. Pendant ce temps, Dieu se refait une santé et la famille et son cortège d'horreurs se portent de mieux en mieux. Et le citoyen concret, tant prôné par les attacs et autres démocrates, peut continuer à trier ses ordures, ça ne mange pas de pain ! L'ennemi (le capitalisme) est planqué derrière tout un fatras de relais et d'intermédiaires visqueux.

*Le gang des parcs<sup>33</sup> a participé  
à la fabrication de cet article.*

*Il a été rédigé par Loiseau et est publié par  
le syndicat intercorporatif de Marseille.*

**Addendum** : Cet article n'a pas la prétention de couvrir tout le phénomène « communautariste ». Même s'il introduit plusieurs aspects de celui-ci (et pas tous) et qu'il a été traité particulièrement sous son aspect sexiste, c'est parce les discussions qui l'ont précédé ont été animées par l'étonnement à voir de plus en plus de femmes jeunes voilées dans les rues de la ville, et spécialement celles qui, prosélytes, portent gants, chaussures couvertes (Adidas ou Nike ou), lunettes noires et parlent français ; par l'ahurissement à vivre, plus que des situations racistes, des situations à forte connotation sexiste ; par le constat non seulement du repli identitaire dans notre ville mais aussi du repli sur la famille, y compris chez des personnes « non-issues de l'immigration » ; par la mise en avant de plus en plus évidente de nombre d'habitants d'une « pureté » culturelle (ou religieuse), qui peut aller jusqu'à se prétendre parfois comme marseillaise. Cela nous a semblé significatif dans la mesure où Marseille est une grande ville dont le quartier chic est de taille relativement réduite ; c'est la ville la plus pauvre de France (en revenu par habitant) où cependant des concessionnaires Ferrari et Jaguar ont pignon sur rue. Et enfin, c'est en son hypercentre qu'il y a le plus de pauvreté.

# Iberia : vol qualifié



*Les compagnons de la Section syndicale de la CNT-AIT espagnole d'Iberia (compagnie aérienne ibérique) ont raconté qu'un jour l'entreprise avait donné un avertissement à l'un d'eux. Le lendemain matin, des graffitis exigeant le retrait immédiat de cette sanction sont apparus sur tous les bâtiments de toutes les divisions de la compagnie du pays ; il y en a même eu quelques-uns hors d'Espagne. Face à cela, la compagnie a décidé de tenir compte des menaces et de retirer cette sanction ipso facto.*

**L**A CNT-ESPAGNE possède sa plus grande section syndicale chez Iberia. « *Combien sommes-nous ? Nous ne le savons pas. Si nous le savions, les cadres de la direction le sauraient aussi* », disait un compagnon dans une discussion qu'il a animée à Madrid. Voilà son arme, le fait que l'ennemi ne connaisse pas le nombre d'adhérents de la section dans l'entreprise. D'après ces inscriptions, ils savent qu'il y a au moins une personne dans chaque bâtiment, mais ils ne connaissent que quelques délégués qui prennent des responsabilités (en s'appuyant sur le caractère indéterminé de leurs contrats). Le reste du travail est effectué en cachette.

L'année 2005 a été marquée par « le Plan Directeur 2006-2008 ». Iberia a atteint des records de bénéfices, mais dit vivre une mauvaise période à cause de la concurrence de compagnies de *hard discount* (comme Ryan Air, par exemple), qui offrent des vols bon marché. Par cette excuse, elle veut réduire les salaires et fait travailler davantage ses employés pour gagner encore plus d'argent.

On peut souligner parmi ces mesures : une perte de 10 % du salaire, 3 jours de travail annuel supplémentaire, la perte des augmentations légales tous les 3 ans (*trienios*) de 7 %, qui passeront maintenant à 5 ans (*quinquenios*) avec une réduction de leur taux à 3 %.

Comme toujours, du côté de la direction, on trouve les grands syndicats bourgeois : CCOO, UGT, USO. Et comme toujours, les travailleurs sont seuls dans leur souci de ne pas voir réduits leurs droits, déjà maigres. Mais à Iberia, beaucoup de travailleurs ont pris conscience du fait qu'il y a une autre façon de s'organiser. L'expérience leur a démontré qu'ils peuvent se passer de ces syndicats et atteindre leurs objectifs. L'implantation de la CNT et l'appui d'autres syndicats comme la CGT, la CTA, la CISA, le SEPHA et l'Intersindical des Canaries, ont amené les travailleurs à avoir une conscience de classe et à se mobiliser contre la réforme de leurs contrats.

Depuis le 22 décembre, ont lieu tous les jeudis des grèves, d'abord de 3 heures, puis de 6 heures actuellement, que l'on met à profit pour boycotter le fonctionnement des aéroports et pour manifester.

L'assistance à ces manifestations augmente de semaine en semaine et les protestations sont de plus en plus radicales. Quelque mille travailleurs se sont concentrés à Madrid (soutenus par de nombreux compagnons de la CNT),

arrivant même à bloquer une des plus importantes autoroutes de la capitale, la « Nacional II », qui unit Madrid à Barcelone. La compagnie, de son côté, fait partir les avions sans valise, avec un préjudice conséquent pour les voyageurs. Mais même ainsi, elle est incapable de contrôler les énormes retards provoqués par les grèves.

Pendant ces grèves, l'UGT, pour sa part, a organisé un concert où elle a invité des dirigeants du gouvernement et de l'entreprise, pour diviser les travailleurs et réduire l'assistance aux mobilisations.

Si l'union entre chefs d'entreprise et syndicats bourgeois est évidente, l'union de ces deux est avec l'État aussi évidente ; en effet le 19 janvier, alors que 800 travailleurs se dirigeaient vers la rue Velazquez où se trouve le siège de l'entreprise, ils ont été brutalement attaqués par la police. Deux travailleurs ont dû être emmenés à l'hôpital et un troisième a été arrêté, frappé et a subi des humiliations dans la cellule où il a été transféré.

Mais ceci ne fera pas taire les compagnons ; au contraire, cela leur montre la nécessité de lutter contre l'autorité incarnée par des syndicats, chefs d'entreprise et politiciens. Les mobilisations continuent. Et les revendications ont été portées devant la direction. Loin de demander que la situation d'avant le Plan reste la même, les travailleurs revendiquent une égalité de droits entre les salariés à temps partiel et ceux qui ont un contrat à durée indéterminée, et jusqu'à la disparition des plus de 700 cadres de direction que compte l'entreprise. Car s'il y a trop de dépenses d'un côté, c'est à cause des vies de luxe de ces spéculateurs qui vivent du travail des autres.

Finalement, ces mobilisations ont été mises à profit pour dénoncer le conflit qui oppose la FAU-AIT (section allemande) à l'entreprise Gate Gourmet à l'aéroport de Dusseldorf : par l'information des travailleurs madrilènes de cette entreprise de la lutte de leurs compagnons et par la distribution de tracts incitant à la mobilisation par leur soutien. En démontrant que la solidarité et l'entraide sont les meilleurs moyens de lutte.

Vive la CNT ! Vive l'AIT ! Vive l'anarchosyndicalisme !

*Alex, syndicat intercorporatif de Montpellier,  
(tiré du site <http://www.cnt.es/>  
et du journal espagnol CNT janvier 2006 n° 319)*

**DON'T STAND ALONE**

**SOLIDARITY FEDERATION**  
**a different kind of union**  
**run by workers for workers**

**YOU TAKE CONTROL**

**solidarity ● workplace control**  
**organisation ● action**

**PO BOX 29, SW P00**  
**MANCHESTER M15 5HW**  
**TEL: 0161 231 8177**